

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- OCTOBRE 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) pour l'année 2022 intervient dans un contexte caractérisé, d'une part, par la poursuite de la reprise de l'activité économique et, d'autre part, par la hausse des cours internationaux des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, la montée des tensions inflationnistes et les perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement à l'échelle mondiale. A côté de ces facteurs, l'année agricole a subi l'effet d'une faible pluviométrie ayant impacté négativement la récolte céréalière.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin octobre 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 30,5 MM.DH, en amélioration de plus de 20,6 MM.DH par rapport à la même période de 2021 (-51,1 MM.DH). Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+47,1 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+26,5 MM.DH).

RECETTES

Poursuite du comportement favorable des recettes fiscales ...

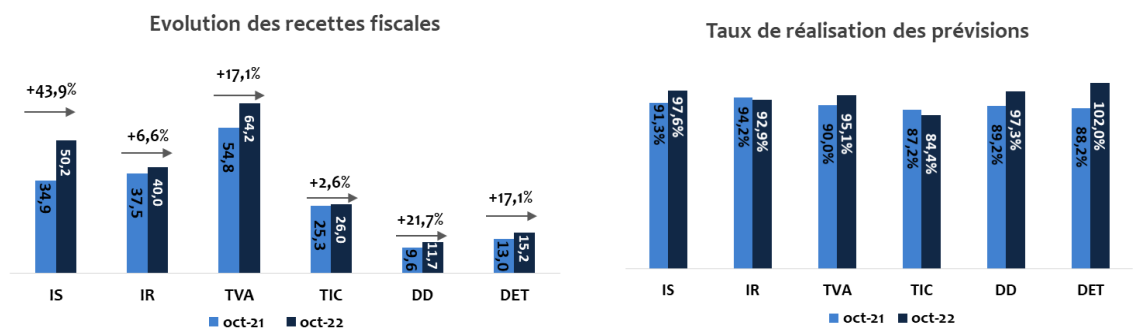
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 47,1 MM.DH ou 23,4% comparativement à fin octobre 2021 et un taux de réalisation de 94,7% par rapport aux prévisions de la LF.

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 33 MM.DH ou 18,7%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 94%, et ce, en dépit de l'augmentation des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux qui ont porté sur un montant total de près de 13,7 MM.DH, contre 9,8 MM.DH à fin octobre 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 15,3 MM.DH (+43,9%) suite principalement à l'amélioration notable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,4 MM.DH, +121%), du 1^{er} acompte (+3,5 MM.DH, +62%), du 2^{ème} acompte (+3 MM.DH, +43,6%) et du 3^{ème} acompte (+2,4 MM.DH, +31,9%).
- Augmentation de l'IR de près de 2,5 MM.DH (+6,6%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+2 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+330 M.DH);

- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de près de 2 MM.DH (-9,7%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (8,1 MM.DH contre 5,7 MM.DH à fin octobre 2021) ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 11,3 MM.DH (+32,9%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (+43,8% à fin septembre 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 657 M.DH (+2,6%), attribuable principalement aux TIC sur les tabacs (+245 M.DH, +2,5%) et sur les produits autres que les produits énergétiques (+335 M.DH, +17,6%) ;
- Hausse des droits de douane de près de 2,1 MM.DH (+21,7%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 2,2 MM.DH (+17,1%), suite notamment à la hausse des droits d'enregistrement (+1,8 MM.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+161 M.DH) et de la TSAV (+107 M.DH).



... et amélioration des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à près de 36,6 MM.DH contre 22,4 MM.DH à fin octobre 2021, soit une hausse de 14,1 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont situées à 11,7 MM.DH, dont 6,5 MM.DH versés par l'OCP, 2,9 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 786 M.DH par Maroc télécom et 621 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont établies à près de 24,8 MM.DH, dont 17,7 MM.DH au titre des financements innovants.

DEPENSES

Une augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 29,8 MM.DH (+14,3%) et un taux d'exécution de 91%.

Cette évolution par rapport à fin octobre 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+19 MM.DH) et des dépenses au titre des biens et services (+9,8 MM.DH).

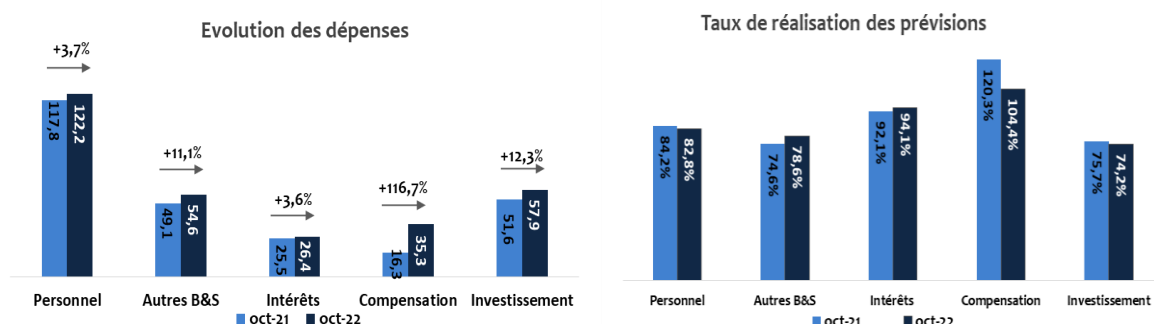
L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane, qui a atteint une moyenne de 766 \$/T contre près de 610 \$/T à fin octobre 2021. Ces charges, qui se sont situées à 35,3 MM.DH, comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de près de 3,2 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

La progression des dépenses de biens et services recouvre un montant de près de 5,5 MM.DH au titre des « autres biens et services » et un montant de 4,3 MM.DH au titre des dépenses de personnel. Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu une hausse de 927 M.DH pour se situer à 26,4 MM.DH, recouvrant une augmentation

des intérêts de la dette intérieure (+982 M.DH) et une légère baisse de ceux de la dette extérieure (-55 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 10,5 MM.DH, contre un solde négatif de 6,9 MM.DH à fin octobre 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 57,9 MM.DH, contre près de 51,6 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 74,2%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 16,9 MM.DH, contre 7,3 MM.DH à fin octobre 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,5 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,8 MM.DH à fin octobre 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 718 M.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 31,3 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire de 3,8 MM.DH, a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un montant net de 16,3 MM.DH, la mobilisation de financements extérieurs pour un montant net de 7,7 MM.DH et l'augmentation des dépôts au Trésor de 4 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 104,8 MM.DH, contre près de 122,3 MM.DH au titre de la même période de 2021, et des remboursements en principal pour près de 88,5 MM.DH, contre près de 89,3 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 15,5 MM.DH, contre 15,3 MM.DH à fin octobre 2021, et des amortissements de près de 7,8 MM.DH, contre 8,2 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	octobre	Loi de finances	octobre	Octobre 2022 / Octobre 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	201 830	262 906	248 972	23,4%	47 142	94,7%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	196 414	257 906	248 972	26,8%	52 558	96,5%
Recettes fiscales	176 381	222 863	209 393	18,7%	33 012	94,0%
- Impôts directs	73 661	97 693	92 337	25,4%	18 676	94,5%
- Impôts indirects	80 123	98 243	90 152	12,5%	10 029	91,8%
- Droits de douane	9 608	12 027	11 698	21,7%	2 089	97,3%
- Enregistrement et timbre	12 989	14 901	15 206	17,1%	2 217	102,0%
Recettes non fiscales	22 438	35 944	36 553	62,9%	14 115	101,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9 245	13 985	11 714	26,7%	2 469	83,8%
- Autres recettes	7 777	16 959	24 839	219,4%	17 062	146,5%
- Cession de participations de l'Etat	5 416	5 000	0	-	-5 416	0,0%
Recettes de certains CST	3 011	4 100	3 026	0,5%	15	73,8%
- Fonds de soutien des prix	204	600	305	49,5%	101	50,8%
- Fonds spécial routier	2 807	3 500	2 721	-3,1%	-86	77,7%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	252 970	335 554	279 516	10,5%	26 546	83,3%
DEPENSES ORDINAIRES	208 734	262 061	238 503	14,3%	29 769	91,0%
Biens et services	166 944	216 967	176 763	5,9%	9 819	81,5%
Personnel (1)	117 819	147 537	122 161	3,7%	4 342	82,8%
Autres biens et services	49 125	69 430	54 602	11,1%	5 477	78,6%
Dettes publiques (2)	25 487	28 075	26 414	3,6%	927	94,1%
Intérieure	22 109	23 390	23 091	4,4%	982	98,7%
Extérieure	3 378	4 684	3 323	-1,6%	-55	70,9%
Compensation (3)	16 303	17 020	35 326	116,7%	19 023	207,6%
SOLDE ORDINAIRE	-6 904	845	10 469	-251,6%	17 373	
INVESTISSEMENT	51 574	77 993	57 907	12,3%	6 333	74,2%
dont Fonds spécial routier	2 453	3 500	2 809			80,3%
SOLDE DES CST (4)	7 338	4 500	16 894	130,2%	9 556	375,4%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-51 140	-72 648	-30 544	-40,3%	20 596	42,0%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-16 724		-718		16 006	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-67 864	-72 648	-31 262	-53,9%	36 602	43,0%
FINANCEMENT INTERIEUR	60 818	51 976	23 520		-37 298	45,3%
Endettement intérieur	33 015		16 282		-16 733	
Autres opérations	27 803		7 238		-20 565	
FINANCEMENT EXTERIEUR	7 046	20 672	7 743		696	37,5%
Tirages	15 295	40 000	15 541		246	38,9%
Amortissements	-8 249	-19 328	-7 798		450	40,3%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Octobre	Loi de finances	Octobre	Octobre 2022 / Octobre 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	176.381	222.863	209.393	18,7%	33.012	94,0%
Impôts directs	73.661	97.693	92.337	25,4%	18.676	94,5%
Taxe professionnelle	137	220	78	-43,1%	-59	35,4%
Impôt sur les sociétés (I.S)	34.895	51.447	50.229	43,9%	15.334	97,6%
Impôt sur le revenu (I.R)	37.500	43.041	39.964	6,6%	2.464	92,9%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	79	0	7	-91,1%	-72	-
Taxe urbaine/d'habitation	17	22	10	-41,2%	-7	45,1%
Majorations	1.013	2.136	1.436	41,8%	423	67,2%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	574	-	574	71,8%
Autres impôts directs	20	25	39	95,0%	19	154,0%
Impôts indirects	80.123	98.243	90.152	12,5%	10.029	91,8%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	54.790	67.446	64.163	17,1%	9.372	95,1%
(Intérieure)	20.341	24.346	18.370	-9,7%	-1.971	75,5%
(Importation)	34.449	43.100	45.793	32,9%	11.343	106,2%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	25.332	30.796	25.989	2,6%	657	84,4%
(Tabacs)	9.866	11.813	10.111	2,5%	245	85,6%
(Produits énergétiques)	13.562	16.995	13.639	0,6%	77	80,3%
(Autres)	1.904	1.989	2.239	17,6%	335	112,6%
Droits de douane (D.D)	9.608	12.027	11.698	21,7%	2.089	97,3%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	12.989	14.901	15.206	17,1%	2.217	102,0%
RECETTES NON FISCALES	22.438	35.944	36.553	62,9%	14.115	101,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9.245	13.985	11.714	26,7%	2.469	83,8%
- Autres recettes	7.777	16.959	24.839	219,4%	17.062	146,5%
- Cession de participations de l'Etat	5.416	5.000	0	-	-5.416	0,0%
Recettes de certains CST	3.011	4.100	3.026	0,5%	15	73,8%
Fonds de soutien des prix	204	600	305	49,5%	101	50,8%
Fonds spécial routier	2.807	3.500	2.721	-3,1%	-86	77,7%
RECETTES ORDINAIRES	201.830	262.906	248.972	23,4%	47.142	94,7%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	196.414	257.906	248.972	26,8%	52.558	96,5%